

Centre de formalités des entreprises (CFE) guichet CCI
15 rue de Verdun, centre ville, Nouméa
Tél : (687) 24 31 30 / Fax : (687) 24 31 31 / Mail : cfe@cci.nc
Horaires : du lundi au jeudi de 8h00 à 16h00
Le Vendredi de 8h00 à 12h00

Immatriculation secondaire

Société ayant son siège social hors du territoire (Métropole ou DOM-TOM)

Liste des documents à fournir.



FORMALITÉS RIDET-PATENTE

CONCERNANT LA SOCIÉTÉ :

- Une copie des statuts de la société mère, signés, datés et enregistrés

CONCERNANT L'ACTIVITE :

- La carte grise des véhicules utilitaires et engins divers utilisés dans le cadre de l'exploitation de l'établissement (que vous en soyez propriétaire ou locataire) (reporter la charge utile ou la puissance sur le bulletin).
- Le carnet de francisation concernant le bateau (reporter la jauge brute sur le bulletin)

CONCERNANT LE FONDS DE COMMERCE :

S'il y a lieu :

- Le contrat de location-gérance enregistré (copie),
- L'acte de vente enregistré (copie),
- Les surfaces commerciales des locaux destinés à l'activité.



FORMALITÉS RCS

CONCERNANT LA SOCIETE :

- Un exemplaire original des statuts de la société mère, signés, datés et enregistrés (si c'est une mise à jour, fournir également un original des statuts enregistrés)
- Un extrait K BIS de la société mère

- Une pièce justifiant de l'occupation régulière des locaux où est fixée l'adresse de l'entreprise (bail, quittance EEC, facture de téléphone....)

CONCERNANT LES GERANTS OU DIRIGEANTS :

- Si le responsable local est également dirigeant de la société mère, il figure sur l'extrait K BIS et il n'y aura aucun document le concernant à fournir.
- Si le responsable local n'est pas dirigeant de la société mère, il doit présenter : une délégation de pouvoir ou la décision de l'assemblée générale ou du conseil d'administration et fournir : un extrait d'acte de naissance datant de moins de 3 mois **ou** une copie lisible de la carte d'identité ou du passeport valide.
- Si le responsable local est de nationalité étrangère et domicilié en Nouvelle-Calédonie : une copie (recto verso) de la carte de séjour en cours de validité.
- Une attestation sur l'honneur de non-condamnation et de filiation (fournie par le CFE).

CONCERNANT LE FONDS DE COMMERCE :

Si c'est une location gérance :

- Le contrat de location gérance enregistré (original)
- Le journal d'annonces légales

Si c'est un achat/vente de fonds de commerce :

- L'acte de vente enregistré (original).
- Le journal d'annonces légales

FRAIS D'INSCRIPTION REGLEMENTAIRES :

- **6 826 XPF** soit 57,20 Euros (chèque à l'ordre du « Régie de recettes du RCS-DAE » Nouméa » ou espèces)

NB : Si l'immatriculation de la société se fait dans le cadre de l'achat ou de la prise en location gérance d'un fonds de commerce, il convient d'ajouter **9 500 XPF** (chèque à l'ordre du « Régisseur caisse de recettes de l'imprimerie administrative » ou espèces), ainsi que des pièces justificatives (renseignez-vous auprès du CFE)

FRAIS D'ASSISTANCE DE LA CCI :

- **8 000 XPF** soit 67,04 Euros (chèque à l'ordre de la « CCI-NC » ou espèces)

Ce tarif permet de bénéficier des services complémentaires de la CCI : votre assistance personnalisée aux formalités, vérification des dossiers en retour des organismes, votre participation libre à la formation « 2jours pour entreprendre », information juridique, création et gestion, fiscale et légale.

NB : si vous nous transmettez votre dossier par courrier, joignez impérativement des chèques comportant l'ordre.

* Frais inter-greffe :

En cours de mise en place à la DAE/RCS

L'immatriculation secondaire

Elle permet d'inscrire sur le territoire un établissement d'une société ayant son siège social dans un autre pays sans avoir besoin de créer une structure locale juridiquement distincte.

Il suffit pour cela de respecter certaines formalités et fournir certains documents relatifs à la société-mère et éventuellement nommer un fondé de pouvoir.

L'établissement secondaire aura une identification propre (numéro RIDET et RCS) et pourra embaucher du personnel.

Caractéristiques

Régime fiscal	<p>L'établissement secondaire est soumis à la fiscalité locale à partir du moment où il peut être considéré comme stable. Cette expression « d'établissement stable » comprend notamment : un siège de direction, un bureau, une succursale, une usine, un chantier de construction ou de montage si la durée dépasse 12 mois, des salariés et plus généralement une activité économique exercée à titre permanent (ce sont des critères jurisprudentiels). Le fait que l'établissement soit immatriculé au RIDET et au RCS implique, a priori, une stabilité.</p> <p>Il faudra par conséquent s'acquitter des impôts suivants : L'impôt sur les sociétés (IS) qui est de 30 % sur les bénéficiaires. Sont passibles du taux de 35 % la métallurgie des minerais, l'exploration, l'extraction et l'extraction-exportation de minerais. Un IS réduit (15%) sera accordé aux sociétés : dont le CA est inférieur à 200 millions XPF au cours de l'exercice ou de la période d'imposition et dont le capital est entièrement libéré et détenu pour 75% au moins par des personnes physiques. Dans ce cas, un taux réduit à 15% s'appliquera sur la première tranche de 5 millions XPF de bénéfice imposable par période de 12 mois.</p> <p>Précisons que les résultats relevant du régime des plus values à long terme ne sont pas pris en compte pour l'appréciation de cette limite.</p> <p>Seule particularité pour ces établissements : l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM). Les bénéficiaires réalisés sur le territoire sont réputés distribués au titre de chaque exercice (les bénéficiaires s'entendent du montant du résultat comptable) (voir le site www.dsf.gouv.nc, article 553)</p> <p>Selon le lieu du siège social de la société mère, il peut exister une convention fiscale à laquelle il faudra se référer (par exemple, convention fiscale franco-calédonienne des 31 mars et 5 mai 1983).</p>
---------------	---

AFFILIATION SOCIALE DES "FONDES DE POUVOIR" DES ETABLISSEMENTS SECONDAIRES

Si le fondé de pouvoir NC ne figure pas sur le Kbis de la société mère (comme représentant légal), on considère qu'il intervient au travers d'une délégation et à ce titre il est soumis au régime général (CAFAT CRE)

Si le fondé de pouvoir NC figure comme représentant légal sur le Kbis de la société mère, ce statut prend le dessus sur celui de fondé de pouvoir, on applique la règle habituelle du collège de gérance majoritaire (RUAMM) ou minoritaire (régime général CAFAT CRE).